Cahier de doléances du Tiers État de Insming (Moselle)

Cahier et état mémorial des habitants et communauté de Insming des doléances, plaintes et remontrances formées en exécution des lettres du Roi du 7 février 1789, et reçues le 8 mars même année ; porté par les députés de ladite communauté à la convocation le 20 du courant par-devant MM. les commissaires en la ville de Dieuze.

En laissant à des plumes plus pénétrantes que la nôtre ¹ de démontrer combien peu notre province de Lorraine pourra encore subsister si les impôts continuent à être réglés et ordonnés sans aucun consentement de la Nation, à laquelle seule il est possible de bien connaître le fort et le faible des citoyens, aussi variant que les cantons et les années y sont différents ; nous allons seulement, avec un très humble respect, faire voir que le Tiers Ordre, sans lequel aucun autre ne peut subsister, va en grand pas vers sa ruine irréparable, si l'on ne porte des prompts secours contre les maux qui l'écrasent. Les principaux et les plus généraux de ces maux sont :

Les Fermes du Roi ;

L'administration de la justice ;

La gruerie ;

Le Domaine ;

Les juifs et anabaptistes.

Art. 1. Les Fermes du Roi. Indépendamment que les fermiers généraux s'enrichissent excessivement aux dépens et à la perte visible du public, l'entretien des employés qui, réunis, feraient une armée de 80 000 hommes, coûte journellement au moins 100 000 l., et qui, dispersés dans le royaume, ne sont que pour tourmenter cruellement les gens tant en route que dans leurs maisons, où, sous prétexte de chercher du sel ou tabac de contrebande, ² font ouvrir tous les secrets ; et, s'il s'y trouve des malades, ou femmes en couches au lit, ils les font lever pour pouvoir fouiller les lits jusqu'à tirer toute la paille hors des paillasses, tous les linges en les dépliant hors des armoires et coffres ; et, après avoir jeté tout au milieu des chambres sans avoir trouvé rien de défendu, ils s'en vont en riant, et se moquant du désordre qu'ils ont fait.

Ils tuent, en outre, beaucoup de gens lorsqu'ils sont pendant la nuit ³ embuscades contre les contrebandiers, disant ne l'avoir fait qu'en leur corps défendant, quoique les blessures mortelles ⁴ aient été faites qu'au dos, et que les gens tués n'étaient souvent rien moins que contrebandiers ; ces employés sont ordinairement munis de deux pistolets de poche, d'un fusil et d'une arme blanche.

Bois. La jonction des forêts appartenant ci-devant aux revenus de l'Évêché de Metz, à ceux que le Roi avait toujours affectés aux salines de Dieuze, Moyenvic et Château-Salins, a mis environ 600 villages de l'entour dans une si grande disette de bois qu'il n'est presque plus possible d'en pouvoir avoir ni pour chauffage ni pour bâtiments, ni pour marnage et charronnage, ni pour les autres nécessités ; et pourquoi cela ?

Sel. Pour fournir le sel aux étrangers presque pour rien, tandis que les sujets français et lorrains ⁵ de le payer non seulement à un prix exorbitant, mais qui de douze livres, ⁶ pesait en revenant à la maison, ne pèse plus qu'environ dix livres et demie lorsqu'on l'a séché ; de plus, pour fournir à vil prix le bon et grand sel aux étrangers sans aucune nécessité, ce sel qui est cuit avec le bois du pays, dont le régicole ont un besoin extrême. Les salines susdites ont obtenu, pour addition aux malheurs de tous leurs cantons voisins, un arrêt

¹ le soin

² ils

³ en

⁴ n'

⁵ sont forcés

⁶ qu'il

qui défend aux sujets à cinq lieues de l'entour de tenir chez eux, sous une très forte amende, de n'avoir chez eux que du bois d'une certaine longueur prescrite, malgré toutes les preuves que l'on pourrait faire de l'avoir acheté chez les étrangers : il est à observer ici que bien des fois on ne trouve dans les seules ressources de bois auprès des étrangers point d'autres que de la longueur défendue sous grande peine et confiscation. C'est bien fouetter ses propres enfants avec triple ⁷ de verges sans l'avoir mérité, et cela uniquement pour faire plaisir aux étrangers, pour épargner leurs bois, et leur fournir un bon sel presque pour rien. Chose remarquable ici jusqu'à l'étonnement, ce même sel, cuit dans notre province, cuit de notre propre bois, cuit et voiture à notre grand préjudice, et avec un continuel dégât de nos chemins et chaussées, dont la réparation non interrompue est à notre charge, dès qu'il tombe entre les mains de l'étranger, qui l'a presque pour rien, devient contrebande pour nous, ce qui a déjà causé mille homicides et une entière ruine de plusieurs de nos familles et villages. Dans les pays où le sel est à vil prix, la mortalité entre les bestiaux est très rare, le détail est plus vigoureux, et sa viande a une meilleure sève, parce que leur fourrage est parsemé de sel pour le purifier de la crasse nuisible qui s'était attachée. Mais, dans la domination française même, tout près de ces salines, cette mortalité est assez fréquente à cause de la trop grande cherté du sel ; et voilà aussi une partie des raisons de la pénurie du bon bétail en France, qui se voit par là forcé de porter son argent hors du royaume pour se procurer des bonnes viandes.

Après ⁸ nos concitoyens de cinq à six lieues d'ici, la cherté du bois, presque aussi excessive que chez nous, doit son origine à des verreries et aux usines à feu.

Traites foraines. Il y a presque autant de taxes pour les acquits qu'il y a de buralistes, marque qu'ils agissent en despotes avec le public. L'argent qu'ils retiennent pour cautionnement de l'acquit à caution est ordinairement autant que perdu, parce que l'exprès pour renvoyer ledit acquit dans la forme prescrite coûte à peu près l'argent qui est cautionné, et ce cautionnement est toujours mesuré suivant la distance des lieux de déchargement, de façon que l'on peut perdre quelquefois douze à quinze livres sur une voiture de marchandises communes, et à proportion pour d'autres.

Marque de cuirs. Tout cuir doit être marqué avant qu'il⁹ sorte de la tannerie. Ainsi le Roi paie cette marque chez le tanneur aussi bien que le public ; ainsi il est très probable que le Roi ne tire pas tant des régisseurs que la marque lui coûte pour le cuir qui lui est nécessaire, et pour celui qu'il fournit en souliers et bandoulières à ses soldats, et pour la monture de tous les chevaux de la cavalerie. D'ailleurs, la nécessité de cette marque fait languir le commerce de cuir, parce que, le marqueur venant trop tôt ou trop tard, le tanneur ne peut pas vendre sa marchandise lorsqu'elle est vendable, de façon que les pauvres gens sont souvent sans souliers. Nous passons sous silence les manières indignes dont on se sert pour mettre, à raison de cette marque, à des contributions très coûteuses les gens les plus innocents et les plus droits.

N. B. La marque de fer porte à peu près les mêmes inconvénients : si ces abus ravageurs continuent encore un peu, les deux tiers du Tiers ordre ne pourra plus porter des souliers ; autant de laboureurs à proportion de quoi faire ferrer et atteler chevaux et charrues.

Art. 2. Jurisprudence. La jurisprudence, telle qu'elle s'exerce aujourd'hui, occasionne en bien des cas des suites très funestes pour les mœurs, pour le repos, et les biens des citoyens. En voilà quelques-unes des raisons qui le font craindre :

Sa facilité, même la démangeaison d'accorder des assignations pour des petites choses ; le mauvais œil dont sont regardés séculiers et ecclésiastiques qui cherchent à terminer à l'amiable les différends parmi les paysans ;

L'éloignement et la lenteur des tribunaux, les voyages et frais sans nombre qu'il faut faire pour s'y syster , au grand préjudice de son ménage et de son commerce ;

Les incidents trop facilement admis soit pour prolonger le premier procès, soit pour commencer un nouveau, quoiqu'ils soient de peu de conséquence pour le fond de la chose ;

Les citations dispendieuses des témoins, qui, par la longueur du procès, commencent à varier à la fin dans leurs dernières dépositions, et qui, par là, donnent occasion à des nouveaux procès aussi ruineux et aussi incertains que les premiers ;

Le nombre inconcevable de formalités, dont le moindre défaut fait échoir la cause la mieux fondée ;

⁷ mot illisible

⁸ de

⁹ qu'il

L'écart ou l'évasion des ordonnances qu'on trouve en plusieurs jugements ; la contradiction d'entre ces jugements ; la flexibilité et les variations dans la jurisprudence, et, par une suite nécessaire, l'incertitude de la meilleure cause pour défense de laquelle on a fondu tout son bien, etc., etc.

Suivant la jurisprudence d'aujourd'hui, le plus grand queux, qui n'a ni bien ni sentiment, est admis avec applaudissements en procès contre quiconque sans aucune caution, sous ce prétexte qu'il est régnicole.

Le plus honnête en est donc traîné dans un long procès aussi humiliant que dispendieux.

L'honnête homme gagne enfin son procès ; mais il est condamné de payer tous les dépens, sauf son recours sur ce gueux. Voilà tout son dommage et intérêts, et toute sa réparation d'honneur : plausible moyen à tous les insolents pour se venger contre quiconque a le malheur de leur déplaire.

Mais quels en sont les funestes fruits pour leurs mœurs et pour le bon ordre ? Ceux qui suivent :

L'abolissement jusqu'à l'ombre d'une bonne police.... ; les ordonnances de nos souverains à ce sujet foulées aux pieds.... ; les précautions commandées pour prévenir ou pour suffoquer les incendies négligés.... ; les haies des jardins déchirées ; les arbres fruitiers pillés et écrasés jusqu'à faire perdre l'envie d'en replanter des nouveaux ; les maisons volées, les prairies et les champs en fleurs dévastés....

L'autorité civile et ecclésiastique insolemment moquée et méprisée.... ; les serments des gardes de champs et de police, par contrainte et par menace violés.... ; les cabarets jours et nuits remplis d'habitants du lieu et des étrangers, source déplorable de la ruine d'un grand nombre de familles de village, de ville et bourg, des duels et désertions fréquentes des soldats, des meurtres, et d'ivrognes morts sur les chemins publics.... ; ni maire, ni syndic, ni curé, ni maître d'école ¹⁰osent plus faire leurs devoirs, ayant toujours à craindre la susdite vengeance accordée à qui la veut ; les écoles mortes ; le ¹¹ catéchisme et instruction de religion tombés en dérision ; la dissolution de la jeunesse générale en toute espèce.... ; le scandale et l'insolence poussés jusqu'à l'entour du Saint-Sacrement exposé, sans que le prêtre ou le paroissien puissent s'y opposer, de peur que la défense de son zèle, quoique juste et nécessaire, coûtera trop cher à sa fortune, même à son honneur, par toutes les belles choses bien des fois aussi calomnieuses qu'étrangères à la cause qu'il plaira à son avocat adverse de publier contre lui en plein barreau. Oh ! que nous avons à envier pour tous ces points le sort des petits États de l'Empire qui nous environnent, où on est cité, oui, à l'audience même condamné pour trois à quatre livres de frais en tout ; où les personnes et la fortune de tous les juges grands et petits sont responsables de l'accord qui se trouve entre leurs sentences et le code immuable des lois.... ; où les juges, ayant leurs appointements annuels, n'aiment pas mieux que de finir au plus tard dans la seconde audience les procès inévitables, et d'empêcher les autres soit par conseils, soit par menace.... ; où les assemblées municipales, quelquefois le maire seul a le devoir sur lui, et un pouvoir grandement soutenu, de maintenir le bon ordre à l'église et dans toutes les parties de la police par des courts emprisonnements, par des menues amendes pécuniaires, même par des petites peines afflictives sur-le-champ. L'expérience démontre partout que pareils châtiments ou affronts, appliqués tout de suite après le délit, sont les seuls moyens d'arrêter la dissolution et les extravagances des enfants, des domestiques, ainsi que de tous ce ¹² qui, du côté de la fortune, n'ont rien à perdre ; et ces punitions ne paraissent, par l'usage, pas plus diffamatoires qu'il l'est le fouet à l'enfant qui le reçoit à l'école par correction, ou l'emprisonnement et le pillé en usage contre les soldats.

Inventaires et priseurs jurés. Rien de plus cruel que cette régie dans les communautés domaniales ; au lieu et sous le nom de favoriser le pupille et l'époux survivant, on les écrase : le retard bien des fois excessivement long à faire l'inventaire après la mort d'un des époux ou de tous les deux, la manière de les faire ; les frais exorbitants et pour les faire et le paiement du priseur juré, absorbent en bien des cas la moitié, non rarement la totalité de la succession ; ce qui plus est, si le lendemain du premier inventaire fait, le second des époux vient à mourir, la même cérémonie recommence pour un second inventaire aussi dispendieux que le premier, mais aussi ridicule qu'inutile ; que les choses seraient bien mieux en ordre et favorables au pupille si ces inventaires et ces ventes se faisaient tout de suite après la mort par les gens de justice du lieu, qui connaissent mieux ce qui est utile et avantageux aux mineurs de la communauté que tous étrangers sont capables de l'apprendre.

La gruerie. C'est avec fondement qu'on attribue à la gruerie, dans bien des cantons, la cherté du bois, le dépérissement des bois, leur enlèvement d'entre les mains des communautés, des vexations injustes,

¹⁰ n'

¹¹ les

¹² ceux

honteuses et ruineuses qu'exercent sans cesse ses fortiers tantôt envers des particuliers, tantôt envers des communautés entières.

Art. 3. Droits domaniaux. D'un temps immémorial nous étions en usage et en droit de ne payer, lors de la mort du chef d'hôtel, au domaine du haras, que quelque petite chose qui fût taxée aux plaids-annaux suivant les facultés de la veuve ou des enfants du défunt. L'année 1771, le fermier du haras obtint tout d'un coup du Conseil d'État arrêt sur requête, qui oblige de lui payer un louis sur la mort d'un laboureur, tel pauvre qui¹³ puisse être, et sur le décès même d'un autre chef d'hôtel, même mendiant, un écu de six francs ; c'est ainsi que les droits domaniaux et seigneuriaux grossissent tous les jours par les protections contre les titres les plus respectables, et cela petit à petit, jusqu'à l'extinction du Tiers état.

Le haras entre Sarralbe et Bouquenom, affermé par un juif, tient près de deux cents communautés de la Lorraine allemande, principalement la nôtre, ¹⁴ un esclavage aussi honteux à notre sainte religion qu'injurieuse à la qualité de sujets libres de la France : sur le signal et le bon plaisir de ce juif, nous sommes tous obligés, prise tête par ménage, hommes, veuves, filles, laboureur avec charrue et chevaux, d'y aller pour faucher, faner et voiturier le foin de soixante et seize fauchées de prés, qui font la portion de notre village seul ; mais quand cela ? Les jours de dimanches et fêtes aussi bien que les autres, pendant la nuit comme pendant la journée ; et c'est quelquefois pendant dix jours consécutifs, au milieu de quelque peu de moments que plusieurs étaient laissés pour faire nos propres foins que l'inondation enlève après, ou les infecte au grand préjudice des hommes et bestiaux. Ce même haras, ou plutôt les fermiers et sous-fermiers, égaux à des petits souverains en tous ces cantons, en dévastent par leurs troupeaux de brebis nos champs et même jusqu'à la racine d'herbe nos prairies, nous empêchent d'en tirer le profit convenable sans que personne ose se leur opposer, vu les richesses, crédit et faveurs dont ils jouissent partout.

Juifs. L'horreur et l'abomination que méritent les juifs de tous ceux qu'ils approchent est au delà de toute expression, et mériterait de nous en particulier un détail bien circonstancié ; mais, étant trop pressé de remettre notre mémoire après avoir ¹⁵ averti de le dresser, nous n'avons ¹⁶ le moment de marquer que cette nation, détestée à juste titre, tire en peu de temps pour rentes le double, même le triple ; qu'elle se trouve d'ordinaire dans les vols sacrilèges ainsi qu'autres ; et que, pour en juger, on ¹⁷ a besoin que de réfléchir qu'ils ne travaillent point, vivent cependant délicatement, s'enrichissent du moins en grand nombre, et qui ne laissent à tous ceux qui les environnent qu'une infection de corps et d'âme.

Anabaptistes. De la secte des anabaptistes on devrait dire et expliquer des choses aussi répugnantes, quoique en certains points d'un genre différent, avec cette addition qu'elle est plus dangereuse à la religion du royaume à mesure qu'elle est plus familiarisée avec les citoyens par ses emplois et ses commerces.

Bien d'autres chefs perçants et déchirants pour les habitants des ces cantons pourraient être cités ici ; mais le temps ne le leur permettant pas, nous les passons sous silence, et allons donner le précis de notre situation.

Les revenus annuels de la communauté d'Insming, conformément au rôle arrêté de Nos Seigneurs de la Chambre des Comptes, se montent à la somme de 8428 l., cours du royaume ; ses impôts et charges pécuniaires absorbent 5381 l., même cours ; restent donc entre trois et quatre mille livres pour livrances des canons particuliers, pour paiement des dettes personnelles, et pour l'entretien du village, composé de près de 800 âmes ; en jetant les yeux sur ce calcul, en y ajoutant l'extrême cherté de notre justice, des bois, sel, cuirs et autres vivres , le ravage des champs et jardins non arrêté, ainsi que mille tourments et exactions particuliers, ¹⁸ est aisé à voir d'où vient l'état pitoyable dans lequel se trouve aujourd'hui une communauté qui fut très florissante il y a trente-cinq ou quarante ans.

Nous osons, en suppliant, faire les observations suivantes :

Dîmes de pommes de terre. La dîme des topinambours est une sujétion injuste, attendu qu'ils ne sont plantés que dans les terres sommards et versaines ; et, après qu'ils sont arrachés, on y sème du froment dans les mêmes terres au mois de septembre, du froment qui paie dîme ; la généralité de Metz appartient au même souverain : ils sont exemptés de ces sortes de dîmes, surtout des villages qui sont pêle-mêle et enclavés dans la Lorraine.

¹³ qu'il

¹⁴ dans

¹⁵ été

¹⁶ que

¹⁷ n'

¹⁸ il

Bangardes. Tous les sujets souffrent annuellement des dommages considérables par l'inexactitude des bangardes ; la raison sont que c'est ordinairement ¹⁹ artisans et manœuvres, et même des gens sans biens, qui sont obligés de vivre de leurs travaux pour entretenir leur famille, ce qui ²⁰ empêche de faire leurs devoirs ; ils sont néanmoins responsables des dommages, ce qui dérange plus d'une fois les petites affaires de ces gens pour longtemps. Le moyen de remédier à ces doubles inconvénients serait si on accordait aux bangardes le tiers des amendes, ce qui les engagerait à être plus exacts et circonspects, pour les indemniser de leurs peines ; et il n'y aurait peut-être plus des délinquants.

Renvoi pour mettre ceci à la tête du second article. La méthode de vendre ou de pouvoir acheter les charges met l'État, grand ou petit, en danger palpable d'avoir çà et là des juges et arbitres de la vie et de la mort, de la fortune ou du malheur, du repos et de la guerre, sans savoir, sans religion, sans conscience, car il ne faut alors pour le devenir que de l'argent et quelques patentes d'une université : c'est exposer le peuple à avoir le sang sucé jusqu'à la dernière goutte par la cupidité, par un million de chicanes pour s'enrichir ; c'est donner occasions à certaines personnes qui ont financé, de s'imaginer qu'ayant payé au Souverain son emploi, on avai acheté de lui une portion de son domaine suprême sous²¹ les biens des sujets de sa domination, et que, par conséquent, on était en droit d'agir envers eux et leurs possessions suivant le bon plaisir, et cela pour s'indemniser des dépens de sa finance.

Fait, clos et arrêté à Insming, le dix-neuf mars mil sept cent quatre-vingt-neuf ; les ratures ou addition de quelques mots entre les lignes de ce cahier approuvées, et signées comme le reste du contenu, après lecture et interprétation faites.

¹⁹ des

²⁰ les

²¹ sur